

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I.

**La Métropole Aix-Marseille-Provence
58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE**

Représenté par

Sa Présidente en exercice régulièrement habilitée à signer la présente convention par délibération n° _____ du Bureau de la Métropole du

ci-après désigné

« la Métropole »

ET

**APEX,
2, rue Henri Barbusse,
13001 Marseille**

représentée par

son Président, en exercice, dûment habilité,

ci-après désignée

« l'association »

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine du développement économique

L'APEX a été créée il y a 45 ans par des chefs d'entreprises de la Région Provence Alpes Côte d'Azur ayant déjà une activité à l'International et désireux de s'y développer davantage. Aujourd'hui, l'association APEX est dirigée par un conseil d'Administration de 12 chefs d'entreprises, qui définissent les grandes actions proposées afin de répondre au plus près des besoins des entreprises.

Premier Club exportateur de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'APEX fédère plus de 150 entreprises adhérentes, au niveau régional, qu'il s'agisse de PME primo-exportatrices, ou de PME déjà expérimentées, mais également de grands groupes régionaux souhaitant partager leur savoir-faire et leur expérience à l'international.

L'objectif principal de cette association est de faciliter le développement de liens entre chefs d'entreprises intéressés par un échange d'expériences, d'informations ou par la mise en place d'actions communes afin de faciliter l'internationalisation des entreprises.

L'APEX a également pris en charge depuis 2019 le dispositif dédié appelé B'Wellcome qui accompagne et propose, en lien avec les partenaires concernés (Provence Promotion, agences de relocation, cabinets de recrutement, organismes de formation...) le meilleur accueil possible des familles et des « talents » des entreprises, notamment étrangères, qui s'implantent sur le territoire métropolitain. La bonne installation des collaborateurs et leur famille, des entreprises qui s'implantent et se développent est en effet une étape stratégique, qui permet également aux entreprises de fidéliser dans la durée leurs équipes.

Compte-tenu de son ambition en terme d'attractivité, avec l'implantation d'entreprises étrangères sur le territoire et le renforcement des compétences au sein des entreprises au travers de recrutement de talents internationaux, la Métropole Aix-Marseille- Provence a souhaité contribuer au déploiement du dispositif B'Wellcome.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les actions conformes à son objet social, actions qui renforcent l'attractivité du territoire métropolitain et contribuent aux objectifs de l'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence

L'action prévue en 2023 dans ce cadre est la suivante :

- Poursuite et renforcement du déploiement du dispositif « B'Wellcome One Provence », ayant pour mission l'accueil et l'accompagnement des familles et des « talents » des entreprises, notamment étrangères, qui s'implantent sur le territoire métropolitain, avec un objectif pour 2023 d'une quarantaine de familles prises en charge.

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement le fonctionnement de l'association pour l'année 2023.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2023 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau...)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

- respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités ;
- fournir à la Métropole les attestations d'assurance visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : COUT DE L'ACTION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Budget prévisionnel de l'action :

- L'annexe I à la présente convention précise :

-Le budget prévisionnel de l'action, objet de l'article 1^{er}, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc.

Conformément à l'annexe I, le coût total prévisionnel (total des produits hors contributions volontaires) de l'action, objet de la présente convention, est d'un montant de 80 200 réparti comme suit :

Action n°1 : « Dispositif B'Wellcome One Provence » : 80 200 €

4.2 Participation de la Métropole et modalités de calcul :

La participation de la Métropole est d'un montant de 35 000 €.

Cette participation représente 43,64% du coût total prévisionnel de l'action (*hors contributions volontaires*).

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde, sur demande du bénéficiaire, après la remise des pièces prévues à l'article 6.2 de la présente convention.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

5.2 Suivi :

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole de l'état d'avancement et de déroulement de l'action définie à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être organisée par la Métropole à tout moment jugé utile.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

5.4 Renouvellement :

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6.2 et aux contrôles prévus à l'article 5.1.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES – JUSTIFICATIFS A FOURNIR

6.1 Obligations comptables :

Préalablement à ce qui suit, la présente convention rappelle que :

- Les associations doivent adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 ;
- Conformément à l'article L. 612-4 du Code de commerce, pour tout montant supérieur à 153 000 euros de subventions publiques :
 - l'association doit établir chaque année des comptes annuels comprenant : le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
 - l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes. Dans ce cas, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ;
- Si la subvention annuelle est supérieure à 75 000 euros ou représente plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la

Convention annuelle d'objectifs – Apex

conformité des comptes annuels conformément à l'article L. 2313-1-1 et R.2313-5 du CGCT. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise, le cas échéant ;

- En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

6.2 Justificatifs à fournir par l'association :

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), **s'engage dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, à fournir les documents suivants :**

- **le compte rendu financier (Cerfa n° 15059) de l'emploi de la subvention** signé par le Président de l'association ou toute personne habilitée conformément à l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier pris en application de l'article 10 alinéa de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- **les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes** prévus par l'article L. 612-4 du Code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel, le cas échéant ;
- **le rapport d'activité de l'année écoulée ;**
- **le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant tous les documents précités.**

6.3 Autres engagements :

Par ailleurs, l'association s'engage à communiquer à la Métropole toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'administration et du Bureau de l'association et des statuts.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de celle-ci.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en

demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

Pour l'Association

Pour la Métropole

Le Président
Jean-Yves BAETMAN

La Présidente
Martine VASSAL

**ANNEXE I - A LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
APEX
Budget prévisionnel général Année 2023**

BUDGET 2023 - ACTION B'WELLCOME	
Intitulé des dépenses	€HT
20. Immobilisations incorporelles	-
205. Concessions et droits similaires, brevets, licences	-
60 - Achats	319,49
604 - Etudes et prestations diverses (<i>cartes Accor</i>)	-
606 - Achat de fournitures	319,49
61 - Services extérieurs	26 245,62
611.a - Sous-traitance événementielle Networking	-
611.b - Sous-traitance Forum Recrut'Export	-
611.c1 - Sous-traitance prestataires B'Wellcome (<i>relocation, OUT, traduction</i>)	12 000,00
611.c3 - Sous-traitance référencement Site Web B'Wellcome	6 000,00
611.d - Sous-traitance Gala de l'International	-
612 - Redevance de crédit-bail (<i>BNP</i>) (<i>quote part %</i>)	1 508,08
613 - Location bureaux (<i>quote part %</i>)	4 343,28
615 - Maintenance informatique (<i>quote part %</i>)	904,85
616 - Primes d'assurance (<i>MRP, RC</i>) (<i>quote part %</i>)	684,91
617 - Etudes et recherches	-
618 - Divers/ Abonnements	804,50
62 - Autres services extérieurs	8 596,90
622 - Honoraires comptables (<i>Exco</i>) (<i>quote-part %</i>)	1 897,35
622 - Honoraires avocat (<i>Capstan</i>)	603,23
623 - Publicité, publications, RP	1 055,66
625.1 - Voyages et déplacements Salariés	603,23
625.1 - Voyages et déplacements Businne Development	500,00
625.7 - Réceptions et repas Salariés	1 206,47
625.7 - Réception et repas Business Development	500,00
626 - Frais postaux et frais de télécom (<i>quote part %</i>)	520,36
627 - Services bancaires et assimilés (<i>quote-part %</i>)	236,60
628 - Divers / Cotisations croisées (<i>quote-part %</i>)	1 474,00
63 - Impôt, taxes et versements assimilés	501,29
631 - Impôts et taxes (<i>quote-part %</i>)	501,29
64 - Charges de personnel	44 536,70
64 - Temps homme pour pilotage (<i>quote-part % des salaires chargés dont 1 commercial 6 mois</i>)	44 536,70
647 - Frais de personnel	-
65 - Autres charges de gestion courante	-
651 - Charges administratives	-
66 - Charges financières	-
661 - Charges d'intérêts	-
67 - Charges exceptionnelles	-
68 - Dotations aux amortissements et aux provisions	-
TOTAL DES DEPENSES	80 200,00
Ressources	€HT
70 - Prestations de service	30 200,00
Cotisations	-
Sponsoring	-
Prestations B'Wellcome Housing (<i>base 5 housing et prestations annexes</i>)	15 800,00
Prestations B'Wellcome Outplacement (<i>base 2 outplacement</i>)	14 400,00
Produit des activités de networking	-
Produit vente des tables Gala de l'International	-
74 - Subventions	50 000,00
Région Sud	10 000,00
Métropole	40 000,00
Conseil Départemental	-
Ville de Marseille	-
Primes et remboursements	-
	-
	-
	-
TOTAL DES RESSOURCES	80 200,00